



**Luttes populaires pour la démocratie
et mouvements sociaux contre la misère à Madagascar :
Deux communiqués de l'AFASPA fin janvier-début février.**

**EXPLOSION POPULAIRE
À MADAGASCAR**

L'exaspération de la population malgache qui ne supporte plus la vie de misère qu'elle subit a conduit aux émeutes de ces derniers jours à Tananarive et dans les autres régions de l'île. Le régime libéral qui enrichit depuis plusieurs décennies une minorité et sacrifie la grande masse de la population, qui brade les ressources nationales, dont la terre, bien commun le plus précieux, est à l'origine de cette situation.

Des paradis pour les capitalistes dans les zones franches où les droits des travailleurs sont bafoués, un agrobusiness qui expulse les paysans de leurs terres, des jours où on ne prend plus qu'un seul repas, mais aussi des attaques du pouvoir contre la liberté d'expression de la société civile et des médias... Cette accumulation a engendré l'actuelle explosion de colère qui a déjà fait plus de 80 morts. Les bâtiments saccagés sont symboliques de la colère populaire : les magasins du président, richissime homme d'affaires, ses télévision et radio privées ainsi que celles de l'état qui sont à sa botte.

Il faudra autre chose qu'un partage du pouvoir pour calmer la colère populaire et répondre aux besoins sociaux des Malgaches.

La dénonciation de l'autoritarisme du président, qui rêve d'une répression féroce lui permettant de se débarrasser d'opposants gênants et des citoyens mobilisés, ne suffit pas à apporter des solutions aux maux dont souffre le pays.

Il ne suffira pas de changer les têtes pour changer de politique. L'actuelle opposition devra affirmer des choix de réformes, des programmes en rupture avec la logique actuelle.

Madagascar, comme les autres pays d'Afrique, a besoin pour son développement économique au profit de tous :

- * de mesures véritables contre la pauvreté qui touche le plus grand nombre,
- * de la préservation et de la promotion du bien commun (services publics d'éducation et de santé, patrimoine et ressources naturelles...),
- * de garantie de la liberté d'expression, et d'une concertation avec les organisations démocratiques.

L'AFASPA est solidaire du peuple malgache qui exprime sa volonté de construire un avenir de paix et de progrès social.

AFASPA, 30 janvier 2009

**POUR UN DÉBAT NATIONAL
À MADAGASCAR**

L'escalade à laquelle nous assistons à Madagascar confirme les craintes que l'AFASPA exprimait dans son communiqué du 30 janvier 2009. Nous condamnons le lâche massacre perpétré sur des civils aux mains nues par la garde présidentielle. Le président malgache Ravalomanana en porte l'entière responsabilité.

Force est de constater que :

- * Le président refuse d'entendre et d'écouter la colère du peuple qui ne supporte plus la misère dans laquelle il est maintenu et qu'il subit. Il n'a pour toute réponse que la force meurtrière.
- * Le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina (parvenu par les mêmes moyens que le président qu'il combat), et son entourage ne proposent pas de projet alternatif à la politique libérale corrompue et autoritaire du pouvoir en place, lequel répondrait aux besoins du pays et de sa population. Ils n'offrent pour toute perspective qu'une simple alternance de personnel politique non issu d'un processus électoral : une telle solution ne donnera aucune garantie de véritables changements allant dans le sens des intérêts de la population.



"Ravalomanana, dégage !" (source : Rue89)

Il est urgent qu'un véritable débat national s'engage avec les partis politiques, les forces vives constituées par les syndicats et la

société civile, et non pas un simple tête-à-tête Ravalomanana-Rajoelina comme d'aucuns le proposent.

Seules des mesures d'urgence pourront ramener un climat de sérénité dans le pays, principalement :

- * enrayer les spéculations sur les produits de première nécessité,
- * abandonner la cession des terres paysannes aux multinationales,
- * garantir la liberté d'expression des médias et des citoyens,
- * engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de la répression,
- * libérer les prisonniers politiques mais aussi les paysans condamnés (à mort, aux travaux forcés etc.) au nom de l'agrobusiness...

Compte tenu de la dégradation rapide de la situation, il est impératif de protéger la Grande Ile de l'instauration d'un pouvoir militaire.

AFASPA, 7 février 2009